

quelque temps? Le ministre devait s'informer de la chose. (Texte)

L'hon. M. Balcer: Comme je l'ai déjà dit, monsieur l'Orateur, ce discours n'avait pas été rédigé à l'avance.

L'hon. M. Pickersgill: J'ai parlé d'un communiqué. J'ai demandé si la Commission des transports aériens ou son président avait remis un communiqué aux journaux.

L'hon. M. Balcer: Ni la Commission des Transports aériens, ni le président de cette même commission, n'ont émis de communiqué aux journaux.

(Plus tard)

M. Argue: J'aimerais poser une question au ministre des Transports. Il y a quelque temps, en réponse à une question que je lui posais, le ministre a dit qu'avant le 30 novembre il nous donnerait des précisions concernant la continuation des services aériens dans les Prairies après le 30 novembre. Le ministre fera-t-il cette déclaration à la Chambre avant que les services actuels soient interrompus le 30 novembre?

L'hon. M. Balcer: Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai déjà dit.

LES PÉNITENCIERS

SAINT-VINCENT-DE-PAUL—MESURES VISANT À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Alan John Patrick Cameron (High-Park): J'aimerais poser au ministre de la Justice une question dont je lui ai donné préavis. Quelles mesures prend-on pour améliorer les conditions de vie au pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul, dans la province de Québec?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre de la Justice): De vastes programmes sont mis en œuvre à ce sujet, par suite de l'incendie qui a ravagé l'institution au milieu de l'été. J'ai ici une longue déclaration de trois pages, exposant toutes les mesures prises, mais je suis bien certain que vous ne voudriez pas que j'en donne lecture.

M. l'Orateur: Cela me convainc amplement que la question aurait dû être inscrite au *Feuilleton*. J'ai permis au député de la poser parce qu'il en avait donné un préavis, mais la réponse sera évidemment beaucoup trop longue.

LE COMMERCE

ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE CANADA, LE BRÉSIL ET AUTRES PAYS SUD-AMÉRICAINS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George H. Hees (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, hier l'honorable député de Chicoutimi (M. Côté) m'a demandé si le gouvernement songeait à échanger des produits avec le Brésil ou autres pays d'Amérique du Sud, désireux de pratiquer une politique d'échanges internationaux.

Le gouvernement lui-même ne fait pas de commerce international. Son rôle se limite à assurer aux exportateurs, par sa politique, les occasions de commerce les plus favorables. Il n'a pas de politique officielle à l'égard du troc, et les Canadiens sont libres de s'y adonner s'ils le désirent.

(Traduction)

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'AFFAIRE EN DIVORCE ECCLES—POSSIBILITÉ D'ACCUSATION DE PARJURE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Permettez-moi de poser une question au ministre de la Justice. Peut-il nous dire maintenant ou nous indiquer quand il sera en mesure de dire à la Chambre si un parjure a été commis, il y a quelques années, devant le comité des bills d'intérêt privé, dans l'action en divorce Eccles, affaire qu'on a déferée au ministre pour qu'il avise?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, si vous estimez qu'il est possible de répondre à cette question à l'appel de l'ordre du jour, je m'efforcerais de le faire. Comme ce cas l'exigeait, la question a été déferée aux autorités chargées d'appliquer ce domaine de la loi, c'est-à-dire le procureur général de l'Ontario.

LES FILS DE LA LIBERTÉ—ENTRETIEN AVEC LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Arthur Laing (Vancouver-Sud): Permettez-moi de poser une question au ministre de la Justice. Le ministre pourrait-il nous dire s'il s'est entretenu avec le procureur général de la Colombie-Britannique à la suite des observations qui lui ont été adressées de même qu'au gouvernement de la